

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

Après un premier article sur la presse de la Résistance pétainiste et celle de la Résistance socialiste, Bernard Grelle poursuit sa série «Autour d'une collection de journaux clandestins de la médiathèque de Roubaix».

Dans ce numéro, il présente les journaux communistes et ceux du Front national.

Outre *La Vie régionale*, bulletin interne des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais du Parti communiste, destiné aux seuls militants, le P.C.F. et ses satellites ont édité de nombreux journaux clandestins, les plus importants étant *L'Humanité* au plan national et *L'Enchaîné* dans notre région. La médiathèque de Roubaix a reçu en don cinq exemplaires de la presse communiste clandestine. Ces journaux ont été rassemblés, (parfois en plusieurs exemplaires !) par Jean Piat dans le seul but d'appuyer sa démonstration anticomuniste, et de dénoncer les attaques menées par le P.C. contre son mentor Jean Lebas, maire socialiste de Roubaix. Quatre d'entre eux sont donc datés d'avant juin 1941, ce qui ne donne évidemment pas la mesure de la participation des communistes à la Résistance. Pour comprendre les sentiments qui animaient Jean Piat, il n'est que de lire les annotations qu'il écrivit en marge de l'article d'Yves Le Manner dans l'exemplaire de la *Revue du Nord* sur la Résistance qu'il a donné à la médiathèque¹. Il est vrai que le numéro d'août 1944 de *L'Enchaîné* s'en prend à Provo, maire socialiste de Roubaix par interim, qu'il accuse comme Dehove ou Marescaux (véritables «collaborateurs», quant à eux) de s'être fait «les instruments d'un gouvernement de trahison en appliquant ou faisant appliquer les décisions de la clique de Vichy».

■ L'Enchaîné

Depuis les décrets Daladier du 26 septembre 1939, pris dans le mois qui suivit la signature du pacte germano-soviétique, le P.C.F. est interdit, tout comme sa presse, nationale (*L'Humanité*) ou régionale (*L'Enchaîné* pour la région Nord-

suite page 4

La Feuille d'Or un journal scientifique du XVIII^e siècle

Si les débuts de la presse dans le département du Nord sont tardifs et modestes, la situation change radicalement pendant la Révolution.

En 1789, on n'y recense que deux journaux : les *Feuilles de Flandre* et le *Journal du Hainaut et du Cambrésis*. De 1789 à 1799, vingt-trois journaux paraissent à Bailleul, à Douai, à Dunkerque, à Lille et à Valenciennes. Quelques-uns sont éphémères, d'autres ont une durée de vie plus longue.

Parmi tous ces journaux, nous avons choisi de présenter aux lecteurs de *L'abeille*, la *Feuille d'Or*¹ ou *Journal des excavations souterraines dans l'étendue du département du Nord dont la vocation était à la fois scientifique et politique*.

Le premier numéro de la *Feuille d'Or* est daté d'octobre 1790. Un second numéro paraît en novembre de la même année. Après une interruption de plus d'une année, la *Feuille d'Or* reprend sa publication en janvier 1792. Deux numéros se succèdent dont le premier porte la mention *Première quinzaine de janvier*, le second *Seconde quinzaine de janvier*. Le journal cesse alors sa publication. À ces deux numéros de janvier 1792 s'ajoute un supplément intitulé *Le Pacificateur ou Nouvelles politiques à la suite de la Feuille d'Or*. Ce journal a au total quatre numéros de huit pages chacun pour les numéros parus en octobre et novembre 1790, et de seize pages pour les numéros de janvier 1792.

La *Feuille d'Or* est fondée et rédigée par le Père Grégoire, de son vrai nom Jean Baptiste Lambiez². Né vers le milieu du XVIII^e siècle, dans les environs de Bavay, après avoir fait ses études au collège de Bavay tenu par les oratoriens, Jean Baptiste Lambiez avait embrassé l'état ecclésiastique et était entré au couvent des Récollets de Lille sous le nom de Père Grégoire. Curieux du passé de sa région natale, il publie en 1773 dans le *Journal de Bouillon* un *Mémoire sur les Antiquités de la ville de Bavay*. En 1777, il rédige un nouveau mémoire en réponse à la question posée par l'Académie de

suite page 2

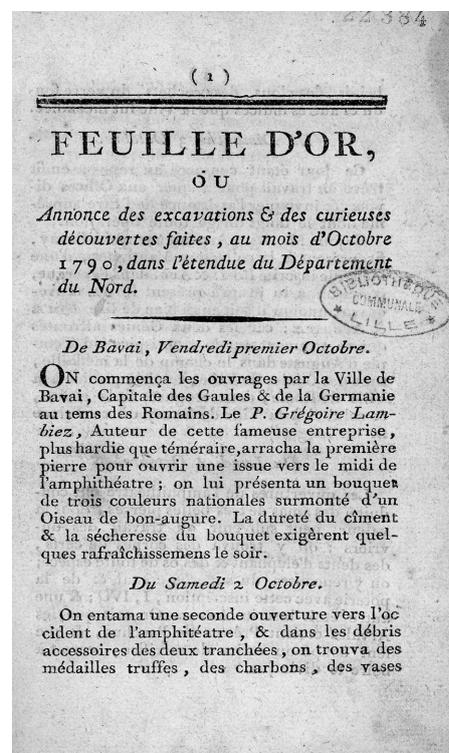
La *Feuille d'Or*, un journal scientifique du XVIII^e siècle

Bruxelles: *Quels sont les monuments qui nous restent des Romains ?* Dans les années qui précèdent la Révolution, il publie une série de huit dissertations de vingt-quatre pages chacune sur l'établissement des différentes colonies romaines en Belgique éditées à Lille par de Boubers³. La suppression des ordres monastiques le rend à la vie civile. Il reste dans l'Église et se présente toujours comme récollet, dénomination qu'il accompagne de l'indication de sa nouvelle fonction à partir de 1790, «aumônier du maire et des officiers municipaux de Lille»⁴.

■ Une gazette et le fruit des découvertes

Pendant l'été 1790, «persuadé que la ville de Bavai et ses environs recellent des richesses telles que statuères d'or et d'argent, médailles précieuses apportées par des colonies égyptiennes et phéniciennes et ensuite abandonnées et jettées dans les puits et citernes par les Romains», il décide de lancer une campagne de fouilles. À cet effet, il sollicite en août une autorisation du directoire du département du Nord qu'il justifie dans un long mémoire intitulé *Actions proposées pour l'ouverture des souterrains, puits et autres fondements d'édifices tant romains que Gaulois en divers endroits du département*⁵. Il y expose les «vues bienfaisantes et scientifiques qui l'animent (procurer du travail «aux ouvriers de Bavay qui gémissent les bras croisés», «fournir des connaissances utiles à l'histoire trop maltraitée jusqu'à nos jours et faciliter les preuves sur l'Antiquité de la Belgique», «augmenter si la fortune est favorable le numéraire qui diminue et tarit, qui fuit ou s'enfuit tous les jours»), «les motifs d'espérance qu'on peut mettre dans cette opération (long développement dans lequel il soutient que le sous-sol de Bavay regorge d'antiquités), les moyens de réussite (ouvrir les puits romains de l'ancienne capitale des Nerviens, ouvrir les amphithéâtres romains comblés depuis les invasions, approfondir les caves, les tombeaux, les temples, les sanctuaires)». Pour remplir ce programme, il faut des fonds. Il propose donc la constitution d'une société par actions d'un montant de cent livres chacune. Les actionnaires seraient rétribués sur le fruit des découvertes et recevraient gratuitement un exemplaire d'une

gazette qu'il compte publier sous le nom de *Feuille d'Or* et qui ferait le point sur les découvertes. Le directoire de département séduit par le projet du Père Grégoire lui accorde son autorisation le 22 septembre 1790⁶. Il peut alors lancer sa souscription pour laquelle il édite un *Prospectus* chez de Boubers⁷. On n'en connaît pas le résultat. Ils semblent avoir été cependant suffisants pour lui permettre d'engager des ouvriers, lancer une première campagne de fouilles et publier les deux premiers numéros de la *Feuille d'Or*. Commencées le 1^{er} octobre, les



Deux numéros de la *Feuille d'Or* paraissent en 1790, deux autres en 1792. (Collection et photo médiathèque Jean Levy, Lille)

fouilles sont interrompues par les rigueurs de l'hiver. Les résultats en sont cependant suffisamment importants pour que le Père Grégoire suggère au département de créer un cabinet d'antiquités dans les locaux de l'ancien collège de Bavay, à charge pour celui-ci d'indemniser les souscripteurs⁸. On notera qu'au cours de cette première campagne de fouilles, le Père Grégoire est entré en conflit avec quelques-uns de ses associés qui lui reprochent d'avoir fait appel à des ouvriers originaires des Pays-Bas autrichiens en violation de la promesse faite d'employer de la main-d'œuvre bavaysienne⁹.

■ Un supplément politique

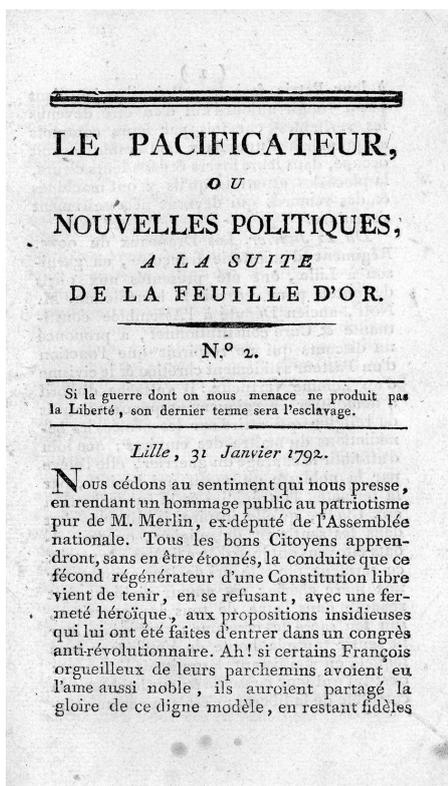
L'aventure reprend à l'automne 1791. Le numéro daté de la première quinzaine de janvier apporte quelques éclaircissements sur les conditions du redémarrage. Une nouvelle société est constituée pour une durée de sept années. Aux souscripteurs qui souhaiteraient la rejoindre, il est demandé de verser une somme de 300 livres dont la moitié immédiatement et le reste à raison de six annuités de 25 livres. En retour, il leur est promis le partage des découvertes, le produit de la vente des pierres propres à bâtir, le produit de la vente des pierres converties en chaux, la livraison de la *Feuille d'Or* «qui sera certainement accueillie de tous les savants» et de son supplément *Le Pacificateur*, «l'extrinsèque des monuments qui consiste dans la beauté, la rareté de l'antiquité», et, enfin, «sept volumes de l'histoire d'après la vérité d'un nouveau plan tout cela couvrant plusieurs fois la mise initiale». Une fois encore, on ne sait rien des résultats de cette souscription. Mais, l'arrêt de la publication du journal et de son supplément dès février 1792 laisse à penser qu'elle ne connut pas un franc succès. Il semble que le redémarrage de la *Feuille d'Or* ait d'emblée soulevé quelques inimitiés que l'annonce de la publication d'un supplément à caractère politique a peut-être renforcées. Dans le numéro daté de la première quinzaine de janvier, on peut lire cette remarque du Père Grégoire témoignant de son inquiétude: «Les traits de jalousie étant inséparables des plus nobles entreprises, la patience sera pour nous une vertu nécessaire, si nous éprouvons des entraves, si nous trouvons des oppositions, si des gens malfaisants nous interrompent et nous arrêtent le cours glorieux du Parnasse, nous nous souviendrons qu'il n'est pas de roses sans épines, que plus un ouvrage a de mérite plus il est critiqué.» Pour l'impression de son journal, le Père Grégoire fait appel aux services de Charles Boubers de Cordeville, imprimeur à Lille depuis 1782. Premier imprimeur du journal de Paris de Lespinard avec qui il collabore jusqu'en 1787, dès 1789, «il embrasse avec ardeur les idées nouvelles»¹⁰. De ses presses sortent la plupart des brochures, adresses, discours, procès-verbaux, pla-

La Feuille d'Or, un journal scientifique du XVIII^e siècle

quettes de la ville, de la *Société des Amis de la Constitution*. Il imprime également les proclamations des représentants de l'Armée du Nord et, en général, tous les documents intéressant le service de l'armée.

Le montant de l'abonnement annuel à la *Feuille d'Or* et à son supplément *Le Pacificateur* est fixé «pour ceux qui ne sont pas membres de la société par actions à quinze livres pour les villes et autres lieux du département du Nord, à dix-huit livres pour les autres endroits». Le Père Grégoire prévoit une diffusion dans le département du Nord, dans les autres départements du royaume et en Belgique. Les abonnements peuvent être souscrits chez de Boubers à Lille, chez Giard, imprimeur libraire à Valenciennes, chez Bertaux, rue du faubourg Montmartre à Paris, et chez J. de Boubers, imprimeur libraire à Bruxelles.

En ce qui concerne le contenu de cette publication, il faut distinguer le journal proprement dit et son supplément. La *Feuille d'Or* a pour ambition d'être une publication scientifique s'adressant aux amateurs d'«antiquités» et n'a donc aucune tendance politique. Les deux numéros de 1790 proposent aux lecteurs un bilan très précis des découvertes faites à Bavay au fur et à mesure des fouilles. Les numéros de 1792 donnent à nouveau les résultats des excavations. Une planche commentée représentant divers objets illustre le premier numéro de janvier. Dans le numéro de la seconde quinzaine de janvier, le Père Grégoire donne un long article méthodologique, onze pages au total, intitulé *Observations sur les siècles, les années, les mois* consacré aux problèmes de datation. Se succèdent dans cet article très au fait des travaux menés sur cette question pendant le XVIII^e siècle des développements sur la durée du monde, sur les différentes compositions du calendrier depuis Romulus jusqu'à Grégoire XIII, sur la manière de compter les années chez les Grecs, les Romains, les Chrétiens, sur le nombre et l'origine des dénominations des mois de l'année. Suit le bilan des découvertes essentiellement composées de médailles dont chacune est amplement commentée. La planche illustrative annoncée a disparu de l'exemplaire conservé.



Le *Pacificateur*, supplément politique de la *Feuille d'Or*. (Collection et photo médiathèque Jean Levy à Lille)

■ **L'adhésion aux idées nouvelles**

D'emblée, le *Pacificateur* annonce son adhésion au nouvel ordre des choses. Il l'illustre par l'épigramme suivante :

**L'homme naît citoyen et maître de son choix
Sa fière volonté ne dépend que des lois
Où l'on reçoit des fers, il n'est plus de patrie
L'honneur ne descend pas dans une âme avilie
Rois, craignez un mortel sous le joug avili
L'État est à ses yeux le premier ennemi.**

Sur la première page du numéro de janvier 1792, on peut lire en référence à l'actualité : «*Si la guerre dont on nous menace ne produit pas la Liberté, son dernier terme sera l'esclavage*». Dans le numéro daté de la seconde quinzaine de janvier 1792, le *Pacificateur* marque son adhésion aux réformes effectuées depuis 1789 et, en particulier, à celle de la justice : «Il est enfin réformé ce code criminel que le régime barbare de la féodalité et du despotisme avait amalgamé d'astuces cruelles, d'injustices et de tyrannie; grâces en soient rendues aux Sages de la France». Parmi ces «Sages», il retient Merlin «second régénérateur de la Constitution qui

vient de refuser de céder aux propositions insidieuses qui lui ont été faites d'entrer dans un congrès anti-révolutionnaire». Il rapporte la cérémonie de bénédiction des drapeaux du 90^e régiment d'infanterie en garnison à Lille par le curé constitutionnel Nolf, ancien député à la Constituante. Le rédacteur du *Pacificateur* loue «ce Pasteur solidement chrétien et d'un civisme vertueux qui dans son homélie fit sentir toute la honte de l'esclavage sous lequel, en vieillissant, languissait la France».

Les émigrés constituent une cible du journal. Dans son numéro 2, il les stigmatise en les qualifiant de «hordes d'infâmes transfuges». «Des lettres circulaires», signale-t-il, «sont envoyées avec profusion de Tournai à Lille et adressées à la jeunesse écumante d'aristocratie pour l'engager à prendre le parti des nobliomanes et des théocrates émigrés». En évoquant l'occupation de Mons par les troupes autrichiennes, il écrit qu'elles sont rejointes par les émigrés qui «n'attendent que le moment d'une déclaration de guerre entre la France et l'Empereur pour se montrer formidablement sur le théâtre de la Révolution». Il les menace des foudres du peuple français : «Nos frontières depuis l'Escaut jusqu'à la Meuse sont mises dans le meilleur état de défense

[...] Si les aristocrates viennent sur les rives de la Sambre pour s'y repaître du sang de leurs compatriotes, nos bouches d'airain souffleront sur ces énergumènes, ils

fuiront à cette haleine suave de la liberté et seront comme les animaux immondes du pays des Géranésiens entraînés par le flot de cette rivière».

Le journal s'en prend également au gouvernement autrichien qu'il accuse de violer les droits des Français qui se rendent en Belgique, «munis de bons passeports». À l'appui de cette accusation, il rapporte l'arrestation d'un négociant lillois lors d'un déplacement à Tournai pour affaires. Accusé par des émigrés, chevaliers de Saint-Louis, d'être «volontaire national et ami de la Constitution... traître à son Roi», ce négociant est jeté en prison, puis reconduit par une escorte de trente dragons à la frontière. «Ce ne

La Feuille d'Or, un journal scientifique du XVIII^e siècle

suite de la page 1

sont pas là des traits pacifiques. Il est étonnant que l'Empereur, ce *fidèle allié de la France* n'empêche pas que les gouverneurs de ses villes de violenter si ouvertement le droit des gens ! » conclut le rédacteur du journal.

Enfin évoquant dans son numéro 2 les bruits qui courent sur un éventuel départ de Louis XVI pour l'étranger, le *Pacificateur* manifeste une confiance toute relative dans un souverain dont il préfère ne pas imaginer qu'il puisse quitter la France de sa propre volonté : « Ce n'est pas sans quelque probabilité que l'on craint encore une évasion prochaine de Louis XVI. Cependant nous aimons mieux croire que les préparatifs qui paraissent avoir été faits pour son départ lui ont été inconnus et qu'il les a encore moins approuvés ; ils ne peuvent qu'être une noire machination des despotes ligués contre ce roi philosophe qui a triomphé de ses passions [...] Il a le droit sans doute de s'en aller, comme il a le droit d'abdiquer ; s'il demande un passeport, il ne lui serait pas refusé ; mais s'il quitte la France, l'amour du peuple galopera après lui, le suivra par tout et le forcera à revenir à Pâques ou à La Trinité ».

Avec les numéros de la *Feuille d'Or* et du *Pacificateur* datés de la seconde quinzaine de janvier 1792 se termine

l'aventure journalistique du Père Lambiez. Les difficultés auxquelles il fait allusion dans le premier numéro de janvier 1792, le probable arrêt des fouilles en février, puis la guerre et l'occupation de Bavay par les Autrichiens en sont à l'origine. Le Père Lambiez ne renonce cependant pas totalement au journalisme. Sous l'Empire, il collabore à une feuille publiée à Mons. Il y donne dans la partie *Variétés* un essai intitulé *Fastes Belgique*. Le succès que connaît cette rubrique auprès des abonnés le décide à publier un opuscule de 52 pages, *La clef de l'Histoire monumentale du nord de la Gaule*. Puis il annonce une *Histoire monumentaire du nord des Gaules, appuyée sur les traces marquantes et les vestiges durables des anciennes colonies qui ont illustré les fastes Belgique en trois volumes*. Un seul volume paraît vers 1810. Vers la fin de son existence qu'on peut situer sous la Restauration, le P. Lambiez, poursuivant ses fouilles, avait fait de la petite maison qu'il occupait à Bavay un véritable musée.

Philippe Marchand

N.B. Cet article reprend en partie une contribution donnée au *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution française* (tome 2) publié sous la direction de Gilles Feyel, professeur à l'Université de Paris II.

1. BM Lille, 22384 1 et 2.

2. L'article d'Arthur Dinaux, « Le Père Grégoire », *Archives historiques et littéraires du Nord de la France et du Midi de la Belgique*, 1838, tome 2, p. 461-465, reste toujours très utile. Il a été largement repris par Georges Lepreux et Fernand Danchin. Ces trois auteurs n'ont pas eu connaissance des documents conservés dans la série L des Archives du Nord.

3. Danchin (Fernand), *Les imprimés lillois... op. cit.*, tome XXVIII, p. 140-141, n° 2464 - n° 2471.

4. AD Nord, L 4887.

5. ADN, L 4887.

6. ADN, L 4887, *Rapport du directoire du département du Nord*, 22 septembre 1790.

7. *Prospectus ou actions proposées par le Père Grégoire autorisées par MM. du Département à l'effet de faire des excavations et des fouilles dans les ruines des Anciennes Villes du département*, Lille, de Boubers, s.d. (1790).

8. ADN, L 4887, *Plan figuratif pour l'établissement d'un cabinet d'antiquités de la partie du Nord, pris dans la cour et le jardin des Pères Récollets de Bavay*, ce 19 octobre 1790.

9. ADN, L 4887, *Adresse de six ouvriers de Bavay à l'encontre du Révérend père Grégoire Lambiez*, décembre 1790.

10. Lepreux (Georges), *Nos journaux... op. cit.*

Pas-de-Calais, créé en 1923). Bien entendu ces interdictions subsistent sous le régime de Vichy.

Les journaux clandestins lancés par le P.C.F. connaissent deux périodes : avant et après juin 1941, lorsque Hitler se lance à l'assaut de l'U.R.S.S.

Après le décret de dissolution du P.C.F., Martha Desreumeaux, réfugiée à Bruxelles, dirigeait de la capitale belge la Fédération du Nord du parti². Elle assurait également la liaison entre le groupe dirigeant clandestin resté à Paris, et le « centre directionnel »

(Arthur Ramette et Jacques Duclos, réfugiés comme elle à Bruxelles). Là, durant huit mois, elle a fait imprimer *L'Enchaîné* et du matériel de propagande qu'elle fit acheminer dans la région du Nord. Le 4 juin 1940, elle

rentre à Lille, avec deux objectifs : reconstituer le parti, ce qui sera fait dès juillet 1940, et relancer *L'Enchaîné*, sur la demande d'Eugen Fried : « Martha, tu dois faire reparaître *L'Enchaîné*. C'est le meilleur moyen de regrouper les militants et d'affirmer la présence du parti. »

Elle se charge, avec Joseph Hentgès et Gustave Casier, d'écrire les articles.

Deux ronéos sont disponibles, mais il n'y a pas de papier. Un certain Mirmir se charge de lui en procurer. C'est du papier de boucherie, destiné à envelopper la viande. Elle devra s'en contenter.

Une partie du tirage se fait à Armentières, la seconde à Lezennes.

Numéroté « 9 », c'est le premier à sortir dans la France occupée. Trois grands thèmes sont traités : la dénonciation de ceux qui ont trahi la France à Munich ;

le P.C.F. avait raison, et sa politique aurait pu sauver la France et lui éviter la

guerre et l'invasion ; le peuple doit se regrouper autour du Parti pour organiser

la lutte contre la misère.

La médiathèque ne possède pas ce numéro. Par contre, on lui a donné le

numéro 10 de *L'Enchaîné. Organe du Parti communiste français (Région du Nord)*, daté de juillet 1940, deux pages

de petit format (260 × 190 mm). C'est d'ailleurs le seul de sa collection.

Ce numéro, imprimé avant le vote confiant les pleins pouvoirs à Pétain,

comporte trois articles. Il débute par un vibrant « Vive l'Union soviétique » :

« les régions du Nord et du Pas-de-Calais du Parti communiste français

adressent leurs félicitations enthousiastes

Initiation à la typographie

L'espace Gutenberg à Wambrechies organise des stages d'initiation à la typographie.

- De l'écriture à la typographie :

lundi 11 février et lundi 7 avril 2008 de 9 h 30 à 12 h 30 (au choix)

- Typographie et mise en page :

lundi 11 février 11 février et lundi 7 avril 2008 de 14 h à 17 h (au choix)

- Atelier de composition typographique :

mardi 12 février et mardi 8 avril toute la journée (au choix)

Renseignements et tarifs : Espace Gutenberg, Capitainerie du port de plaisance, 9, quai de l'Ecluse 59118 Wambrechies, tél./fax 03.28.07.94.60

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

au Soviet suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques, au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. et à son chef, notre grand Staline, à l'occasion de la libération de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord par l'Union soviétique et la glorieuse Armée Rouge». Le deuxième article, signé «Le Parti communiste (région Nord)», est intitulé «Une France nouvelle s'ouvre...» On y prend à partie un certain Pomaret, «ministre-à-tout-faire des Daladier, des Reynaud et maintenant de Pétain, qui ose parler de la France nouvelle», sous-entendu la France que Pétain promet après l'Armistice qu'il vient de signer. On s'y félicite du pacte germano-soviétique de non-agression «écartant les menaces de guerre entre les deux plus grands états d'Europe, contribuant à limiter l'éten- due des conflits armés possibles». Et l'on y désigne les responsables de la guerre, les Daladier, Reynaud, Pomaret aidés par les Blum-Lebas-Jouhaux-Dumoulin, qui ont mené contre l'U.R.S.S. et le Parti communiste la plus infâme campagne de calomnies. «C'est pour nous faire taire qu'ils ont supprimé nos journaux, dissous notre parti, emprisonné des milliers de nos camarades, fusillés des centaines d'autres dont le seul crime était de vouloir éviter à notre pays les horreurs de la guerre et ses affreuses conséquences.» Le troisième article est un appel à la constitution de «Comités de ravitaillement populaire»: «Aujourd'hui, le ravitaillement, c'est le plus pressé.» Le mot «allemand» n'est employé qu'une fois, dans un contexte qui écarte toute idée de guerre: «Notre Parti communiste appelle les ouvriers, les pay- sans les commerçants, les artisans, tout le peuple laborieux à s'unir pour forger sur nos ruines la vraie France nou- velle³, la France populaire débarrassée de la tutelle des 200 familles et qui, en collaboration étroite avec les peuples allemand⁴, anglais, italien et particulièrement avec la grande République socialiste soviétique, donnera au peuple français une paix durable, dans l'hon- neur, le travail et la justice.» Le tout se termine par trois mots d'ordre: «Pour le pain! Pour le travail! Pour l'indépen- dance du pays!» On est encore loin de la Résistance et de la lutte contre l'oc- cupant allemand.



La première livraison de *L'Enchaîné* sortie en France occupée porte le n° 9. La médiathèque de Roubaix possède le suivant daté de juillet 1940. (Collection de la médiathèque de Roubaix)

Dans le même temps, dans le premier numéro imprimé de *L'Humanité* clandestine, – «Le pouvoir des Soviets a vingt-deux ans, vive le pouvoir des Soviets» –, le P.C. renchérit. André Marty affirme, dans sa «Lettre ouverte à Monsieur Léon Blum⁵, directeur du *Populaire*», que le peuple français a déjà fait un sort au «bobard» de la «guerre pour dompter les forces hitlé- riennes, une guerre antifasciste». Un peu plus loin, Jean Lebas est pris à partie dans un article intitulé «M. Jean- Baptiste Lebas part en guerre». On y met en cause aussi bien son action au ministère du Travail en 1936-1937 que sa «tournéede de conférences» où il expliquait pourquoi il fallait «être jusqu'au-boutiste». Ce numéro est le seul qu'on puisse trouver à la médiathè- que, mais la publication de ce périodi- que ne s'arrête évidemment pas là. Un numéro 11 paraît en juillet. On y stigmatise le vote du 10 juillet: «profi- tant du désarroi général, provoqué par le désastre que notre pays a subi, une cli- que d'aventuriers politiques et de géné- raux sans gloire, sous prétexte de "tirer des batailles perdues les leçons qui s'imposent" viennent d'assassiner la liberté en fabricant une nouvelle consti- tution française avec la complicité des parlementaires les plus vils... que notre pays ait jamais connus au cours de son histoire.» Ces deux numéros sont encore imprimés en Belgique⁶.

En août, premier problème. Une imprimerie communiste est découverte par la police, qui saisit 5 000 brochures desti- nées aux mineurs. L'un des imprimeurs, premier communiste victime de la police de Vichy, Louis Chieux est arrêté; un second, Émile Patinier, s'échappe et passe dans la clandestinité. Mais 10 000 autres brochures ont été sauvées et seront distribuées. *L'Enchaîné* sort une «édition spéciale» pour relater cette arrestation, sous le titre: «Les traîtres reprennent la répres- sion contre notre courageux Parti com- muniste.» René Lemaire, ancien administrateur de *L'Enchaîné* d'avant-guerre, démobilisé, rentre fin août. Il se voit confier la res- ponsabilité de la parution de *L'Enchaîné* clandestin en octobre, en collaboration avec Jeanne Tétard, secré- taire des Jeunes Filles de France. Il trouve pour ce faire un imprimeur tour- quennois, qui assure l'impression du journal pendant plusieurs mois. Par ail- leurs le journal prend de l'ampleur, paraissant en cinq éditions dans le Nord: une pour l'arrondissement de Lille et la Flandre, une pour les arron- dissements de Douai et Valenciennes, une pour le Cambrésis, une pour le bas- sin de la Sambre, et deux pour le Pas- de-Calais. Par la suite, et jusqu'en 1944, *L'Enchaîné* paraîtra régulièrement, imprimé le plus souvent, parfois ronéoté, et tiré à 20 000 exemplaires comme l'écrit Jacques Estager, résistant communiste, rédacteur en chef de *Liberté* à la Libération, dans son livre *Ami entends-tu...* Une dizaine d'impri- mers confectionnent le journal, et plu- sieurs le paieront de leur vie. Le numéro d'octobre débute par un appel «Contre la vie chère, tous à l'ac- tion!» Un autre article suit: «Les mineurs veulent vivre en travaillant!» Ce numéro et les suivants font une grande place aux revendications des mineurs, et aux mouvements plus ou moins sporadiques qui agitent le bassin minier. Le numéro du 22 avril 1941 appelle à faire du 1^{er} mai une «journée de lutte contre le double joug de la domination capitaliste et étrangère». En effet, petit à petit le thème de la liberté et de l'indépendance de la France fait sa place dans *L'Enchaîné*. En février 1941 (n° 23), Arthur Ramette écrit un article où il affirme: «Le Parti communiste est

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

le seul parti français. Nous défendons de toute notre énergie l'indépendance de la France.» De même à la mi-mai, un texte signé de la Région Nord du Parti communiste déclare: «les communistes sont traqués et poursuivis par les autorités allemandes et leurs valets français parce qu'ils luttent pour la liberté et l'indépendance de la France. Le Parti communiste, c'est le parti de la France.»

On constate donc une évolution dans la politique du P.C.F. Les revendications purement matérielles sont maintenant liées à une revendication politique nationale. On n'en est pas encore à l'appel aux armes. Jacques Estager dans son livre *Ami, entends-tu...* écrit: «Au printemps 1941, la politique du Parti communiste de résistance à l'occupant dans les formes appropriées au rapport des forces de l'époque et à l'état de l'opinion s'affirme avec netteté et inspire toutes les actions menées chez les mineurs notamment. Seul à se préoccuper des problèmes lancinants de la vie quotidienne des gens, seul à organiser des luttes ouvrières, le Parti communiste se sent désormais suffisamment assuré avec son organisation en grande partie reconstituée, et un soutien populaire certain pour déborder du terrain des luttes sociales et engager la résistance à l'occupant» (p. 56).

Le 15 juin, le Parti communiste lance donc un appel à la constitution d'un Front national de lutte pour l'indépendance de la France. Faisant fi de ses préventions à l'égard de De Gaulle, maurassien issu des milieux traditionalistes français, et de ses attaques d'hier contre les socialistes et les catholiques, il est prêt à «soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous hommes dont les efforts seraient orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale subie par la France et contre les traîtres au service de l'envahisseur.» L'étape suivante est l'appel à la lutte armée. Le facteur déclenchant est bien sûr le lancement par Hitler de l'opération Barbarossa, l'invasion de l'U.R.S.S. par l'armée allemande. Malheureusement la médiamatique ne possède aucun numéro de *L'Enchaîné*, ni de *l'Humanité* après le 22 juin 1941.

Cette nouvelle ligne politique n'empêche pas le P.C.F. et *L'Enchaîné* de conti-

nuer à se préoccuper de la vie quotidienne des Français. En France, le nombre de travailleurs réquisitionnés pour l'Allemagne s'accroît. Se nourrir est devenu le problème premier des Français. Pour tous les produits, c'est le règne des *ersatz*. *L'Enchaîné* exhorte en juillet les paysans du Nord, «Ne livrez rien à l'ennemi. Vendez directement aux consommateurs. Sauvez vos compatriotes de la famine.»

Jusqu'en 1943, la Résistance est un puzzle de mouvements agissant côte à côte, en s'ignorant, même si certains militants participent aux activités de plusieurs de ces mouvements. Le 27 mai est créé le C.N.R. (Conseil National de la Résistance) «véritable gouvernement de la Résistance intérieure». Le 11 novembre 1943 est l'occasion d'une action unitaire des mouvements de Résistance, *L'Enchaîné* donne les consignes suivantes: «Le 11 novembre, vous vous rendez en masse devant les monuments aux morts aux pieds desquels vous déposerez des fleurs. Vous arborerez fièrement les couleurs nationales. Vous ferez retentir les accents de la *Marseillaise* et du *Chant du départ* [...]. Dans les usines les ouvriers désertent les ateliers à 11 heures pour se joindre aux manifestations. Là où ce ne sera pas possible, ils observeront un arrêt de travail, et chanteront *La Marseillaise*.»

L'effort de regroupement des forces de la Résistance se poursuit. Le 3 juin 1943 est créé le Comité français de Libération nationale à Alger. On sait que le général De Gaulle, fort du soutien de la Résistance intérieure, l'emporte sur Giraud, imposé par les Américains.

En France, le C.N.R. donne naissance aux comités départementaux de la résistance (6 novembre 1943 pour le Nord, derniers jours de décembre pour le Pas-de-Calais).

Cette entente n'efface pas le débat primordial. Faut-il agir tout de suite, ou attendre le jour J pour passer à l'attaque? Le Parti communiste et les F.T.P. sont pour l'action immédiate, multiplient les sabotages et les actions contre les collaborateurs, entraînant parfois les membres d'autres mouvements. Libé-Nord, Voix du Nord et l'O.C.M. sont plutôt sur la position «jourjisme» donc attendre le «jour J», en constituant ce

que le Front national appelle une «armée en conserve». Pour les activistes, le problème principal est celui de l'armement. Londres et les Anglais, qui pensent à l'après-guerre, se méfient des communistes, et refusent d'armer les F.T.P.; les parachutages sont réservés à l'O.C.M. Des rapports de camaraderie permettent parfois au Front national de toucher sa part, mais ce n'est pas suffisant, d'où les appels paraissant dans *L'Enchaîné* et *La Vie régionale*: «Il faut s'armer soi-même, et non attendre une aide du dehors. Trois ou quatre patriotes peuvent désarmer un cheminot allemand ou une sentinelle en s'armant seulement de gourdins ou d'armes blanches, à condition d'utiliser la ruse ou la surprise. Avec un premier revolver une équipe de quelques hommes est capable de se procurer l'armement du groupe.»

■ Les autres journaux du Parti Communiste

Indice de l'importance accordée par le Parti communiste à la guerre des idées, les sections du parti ont publié une quantité de journaux, parfois éphémères. Jacques Estager cite (p. 176) *L'Espoir de Carvin*, *Le Prolétaire lensois*, *Le Prolétaire de Méricourt*, *Le Prolétaire de Bruay*, *La Vérité de Sallaumines*, *La Vérité de Calais* (19 numéros), *La Victoire d'Avion*, *Le Prolétaire d'Avion*, *La Voix du peuple d'Auchel*, *L'Éveil de Wingles*, *L'Étincelle d'Annay-sous-Lens*, *La Voix prolétarienne de Nœux-les-Mines*, *Vérités d'Arras* pour le Pas-de-Calais. Dès juillet-août 40 paraît *La Vérité*, journal clandestin des communistes de Harnes (Charles Debarge), Courrières (Roland Evrard) et Oignies. Et à Carvin, comme nous l'avons vu plus haut, *L'Espoir* dont le premier numéro sort pendant l'été 1940.

Pour le Nord, toujours selon Jacques Estager, l'existence de cinq éditions amène le plus souvent les sections à reproduire *L'Enchaîné*, pour augmenter le nombre d'exemplaires dont ils pourront disposer, plutôt que de créer leurs journaux. Pourtant certaines sections ne se contentent pas de cet expédient, et créent leurs propres titres, tels *L'Espoir de Roubaix*, initié par Henri Terryn, *Le Vigilant* à Valenciennes, *La Vérité* dans le bassin de la Sambre, *La Voix d'Annœulin* ou *L'Éveil mervillois*.

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

Le parti et ses organisations satellites se reconstituent dans le même temps. Les comités féminins installent leur «centre technique» chez Marthe Dobbels, rue de la Basse-Masure à Roubaix, et sortent un mensuel, *La Ménagère*, de 1942 à la Libération. Il y a bientôt deux éditions, l'une pour le Nord, l'autre pour le Pas-de-Calais, soit 8 000 exemplaires au total. Les Comités féminins, d'abord rattachés au parti, puis au Front national prennent tant d'ampleur qu'on prend la décision de créer une nouvelle organisation, l'Union des femmes françaises. Cette nouvelle organisation se dote à son tour d'un organe, *Les Mariannes du Nord et du Pas-de-Calais*, dont sont responsables Odette Katz et Simone Jaque. L'U.F.F. prit tant d'importance qu'elle sera représentée au Comité départemental de Libération par Jeanne Vanlemens.

■ La presse pour la jeunesse *L'Avant-garde*

La médiathèque possède un seul exemplaire de *L'Avant-garde*, organe central des Jeunesses communistes de France, un numéro spécial daté de novembre 1940 (2 pages, 282 × 210 mm). Dans la tête, un premier mot d'ordre: «À bas les camps de misère et de servitude; un métier, [...] du travail pour tous!». Sous le titre, un deuxième mot d'ordre: «À l'appel de Maurice Thorez, pour une France libre et indépendante, adhérez à la Jeunesse communiste». L'article de tête «Jeunesse de France, en avant» dénonce les conditions d'existence des jeunes, souvent chômeurs, sans ressources, les plus de vingt ans revenus d'une guerre voulue par «les politiciens tarés vendus aux financiers de Londres, par les ploutocrates avides de bénéfices sanglants, par les généraux félons qui ouvrirent grand les portes de la France à l'invasion étrangère, préparant la soumission totale de notre pays meurtri au clan impérialiste allemand», sans oublier bien sûr les «traîtres socialistes et réformistes». Vichy n'est pas épargné: «Les forbans de Vichy poursuivent le dessein monstrueux de faire sombrer la France de Descartes, des encyclopédistes, de Victor Hugo, dans le plus noir obscurantisme...». *L'Avant-garde* s'en prend ensuite à «la guerre impérialiste», exigeant la libération des classes 1938 et 1939, et le retour des soldats envoyés

outré-mer pour «maintenir les peuples coloniaux dans l'oppression». Après avoir salué le 23^e anniversaire de la Révolution d'octobre, on en revient à des préoccupations plus terre à terre: l'organisation de Comités populaires au service de la jeunesse pour réclamer un métier et du travail pour les jeunes chômeurs, la liberté de l'enseignement («une des premières mesures du gouvernement de Vichy a été d'autoriser le retour des congrégations. Aussitôt les jésuites se sont mis au travail, piétinant l'école laïque...») Et puisque des jeunes s'adressent à des jeunes, réclamer aussi le «sport libre», tout en s'en prenant à Borotra, champion de tennis et Croix-de-Feu, nommé ministre des Sports par Vichy, et qui détourna, selon *L'Avant-garde*, des crédits votés pour aménager des terrains de sports pour les jeunes au profit d'un seul stade avec courts de tennis pour l'élite

De même le numéro de juin 1941 rend hommage aux jeunes qui ont participé à la grande grève des mineurs par un gros titre: «Salut aux jeunes galibots, aux jeunes mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui pendant dix jours, malgré les baïonnettes allemandes, ont défendu aux côtés de leurs aînés leur pain et leurs revendications dans la grève générale des mineurs.» On trouve dans le même numéro un article de Julien Harriot qui lie lutte sociale et lutte nationale: «l'occupant a pu se rendre compte de ce que pensent les jeunes travailleurs et les masses laborieuses de la Kollaboration qu'il veut nous imposer. Qu'il se le tienne pour dit: notre jeunesse n'admettra jamais l'oppression nationale, et sur la question de l'indépendance de notre pays, il n'y a qu'un même et unique sentiment dans les rangs juvéniles, c'est d'être débarrassé au plus vite de la domination étrangère⁷.»

Si *L'Avant-garde* s'en prend bien, dans ce numéro, au gouvernement mis en place par le maréchal et à l'impérialisme allemand, on est encore loin de la Résistance. Cette résistance qui fait écrire, moins d'un an plus tard, dans le numéro du 9 septembre 1941: «Sabotage! Sabotage! Sabotage! Tel doit être le mot d'ordre de la jeunesse française».

Les Jeunesses communistes (garçons) du Pas-de-Calais éditent leur propre

journal, *Hardi*. Les jeunes filles des deux départements se contentent d'un seul titre, *Jeunes Filles de France*. Le Front patriotique de la jeunesse publie dans le Nord *Le Jeune Combattant* et *Le Jeune Patriote*, auxquels s'ajoute *Le Jeune Camberlot*. Leur répondent *Le Jeune Combattant du Pas-de-Calais*, et *Le Jeune Paysan patriote*, pour le Pas-de-Calais.

■ Les journaux syndicaux

En septembre 1940, Belin, ministre du Travail de Pétain, dissout la C.G.T. et la C.F.T.C. Mais les unions locales et départementales continuent formellement d'exister, même si, dans les faits, les autorités les en empêchent. Les communistes en profitent en exhortant les anciens syndiqués à rejoindre les syndicats, et en poussant à la création de comités populaires qui élaborent des revendications et les présentent aux directions des entreprises. Ces comités seront vite interdits. Dans les mines, ces comités prennent le nom de Comités d'Unité Syndicale et d'Action (C.U.S.A.).

La C.G.T. édite *La Voix du mineur. Organe syndical des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais*, journal du syndicat clandestin des mineurs, dirigé par Cyprien Quinet, puis après son arrestation par Nestor Calonne. Malheureusement, aucun exemplaire de ces journaux ne fait partie des collections de la médiathèque. On y trouve pourtant le numéro 7 (15 mars 1944) de *La Résistance ouvrière. Organe ouvrier de la France combattante*.

Dans *Ami entends-tu...* de Jacques Estager, on trouve des reproductions de têtes, non seulement de *La Voix du mineur*, mais encore d'un périodique destiné aux cheminots, *Le Rail. Organe de défense du Comité des cheminots*, (daté de septembre 1942); d'un autre journal *Le Métallo. Organe mensuel des bureaux illégaux des Syndicats métallurgistes de la région de Lille Roubaix Tourcoing* (juillet 1944); du *Travailleur textile. Organe de défense des travailleurs textiles du Nord* (sans date). Dejonghe et Le Manner ajoutent à ces titres un *Métallo rouge* de Fives-Lille. Ce qui différencie les journaux communistes de la plupart des autres journaux clandestins, c'est qu'ils essayent de «coller» aux préoccupations des

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

Français : «Lorsqu'on les lit, en effet on est frappé de leur contenu populaire. On y trouve toute la vie des gens sous l'occupation. Et pas une revendication ne reste dans l'ombre. C'est que si le Parti communiste était entré dans la Résistance avec une organisation affaiblie par la répression de 39-40, il y était entré avec ses traditions de lutte de masse et sa référence constante à la classe ouvrière...», écrit *Liberté* en 1974. Et encore : «Lorsqu'on lit ces journaux clandestins, on voit comment c'est à partir des revendications minimales de la période de l'occupation – la ration de pain, de lait, de beurre – que peu à peu le Parti amène les gens à réagir, à lutter...»

■ Les organes du Front national

En octobre 1941, le Parti communiste avait mis en place l'O.S. (Organisation spéciale), destinée à protéger les têtes du parti, puis à mener des actions spectaculaires (distributions de tracts en pleine rue, ou dans les files d'attente des cinémas par exemple). À l'été 1941, l'O.S. devient l'O.S.C. (Organisation Spéciale de Combat). Dans le même temps les Jeunesses communistes s'impatientent et se livrent aux premiers sabotages, sans attendre les consignes du parti. Lorsque ce dernier décide de joindre la lutte armée aux autres formes de lutte que sont la propagande et l'agitation, il la confie à l'O.S.C. et aux Jeunesses communistes. *L'Enchaîné* du 11 novembre 1941 parle des «partisans du Nord». Le numéro de décembre ouvre une nouvelle rubrique «L'action des Francs-tireurs».

Début 1942, la guerre devient mondiale, après l'attaque des U.S.A. par le Japon (Pearl Harbour, 7 décembre 1941). Le Parti communiste décide alors d'unifier son action militaire, et de réunir les efforts des Jeunesses communistes et de la Main-d'œuvre immigrée (M.O.I.). C'est la création des Francs-tireurs et partisans français (F.T.P.) en avril 1942. Dans la région, le commandement sera assuré par le colonel Paul, alias Jules Dumont, un Roubaisien, ancien colonel de réserve, cassé pour avoir pris le parti des Marocains. C'est aussi un ancien des Brigades internationales et théoricien de la guerre de partisans, refusant les «maquis», qu'il jugeait inadaptés.

Alors, comme l'écrit Jacques Estager, la presse du Front national vient s'ajouter à celle du Parti communiste (p. 176).

■ Nord Libre

Le principal organe du Front national semble avoir été *Nord Libre*. Selon le catalogue en ligne de la B.n.F., *Nord Libre*, titre principal, se serait décliné en de nombreux titres locaux : *Le Patriote du Pas-de-Calais. Organe départemental du Front national*, *Le Valenciennois patriote. Organe du Front national et de la France combattante de la région de Valenciennes*, *Pour la libération de Roubaix-Tourcoing*, *Le Patriote de l'Avesnois*, *Le Libérateur des Flandres*, *Le Libérateur du Pas-de-Calais*, *Vaincre*. Ajoutons *L'Artois en armes. Organe régional des milices patriotiques du Pas-de-Calais* (le n° 8 est daté d'août 1944). Jacques Estager semble considérer chacun de ces journaux comme un titre autonome...

Plus spécialisés sont *Le Réfractaire. Organe du Front national contre la déportation*, et *Le Pont*, «journal de combat des déportés en Allemagne rédigés par des évadés», selon *Liberté* du 5 septembre 1974, envoyés aux prisonniers, dissimulés dans les colis.

■ Pour la libération de Roubaix-Tourcoing

Pour la libération de Roubaix-Tourcoing est mentionné dans l'ouvrage de Jacques Estager. Il cite un passage du numéro d'avril 1943 : «Pour que les francs-tireurs puissent accomplir leurs missions il est indispensable que tous les Français sans distinction leur apportent aide et collaboration. Entre le patriote qui lutte les armes à la main et le Français qui l'admire les mains dans les poches, il y a toute une série d'actions accessibles à chacun selon ses compétences, sa situation, ses aptitudes. Beaucoup de patriotes nous expriment le désir de participer à la lutte pour la Libération sans quitter leur famille, leur emploi. Cela est non seulement possible, mais doit être considéré comme un devoir *minimum*. Tout le monde peut aider à la victoire, hâter la Libération. Quels que soient l'âge, le sexe, la situation [...], chacun dans son milieu a des possibilités pour aider les francs-tireurs par ses relations, ses connaissances, ses indications» (p. 136).

■ Le Valenciennois patriote

Le numéro 8 du *Valenciennois patriote. Organe des comités du Front national et de la France combattante de la Région de Valenciennes* est daté de septembre 1943. Sa première page est remplie par une adresse du «Comité de coordination des forces de résistance du Nord» au Comité Français de la Libération Nationale (C.F.L.N.), créé le 3 juin à Alger par alliance de la France libre de De Gaulle, et du pouvoir militaire exercé en Afrique du Nord par Giraud. Giraud sera évincé, le C.F.L.N. ouvert aux partis et aux forces de la Résistance intérieure, mais les communistes n'y entreront qu'en avril 1944.

Le «Comité de coordination», qui affirme représenter «la quasi-totalité de ceux qui pensent français» et avoir «le grand honneur et la responsabilité de représenter la fière et tenace population de cette région qui, sans fléchir, sans jamais douter un seul instant, a mené un implacable combat contre l'ennemi pillard et barbare», fait allégeance au C.F.L.N. Mais il n'oublie pas de réclamer pour les francs-tireurs et partisans les «moyens de se battre» (argent, carte d'alimentation, armes). Il dénonce aussi, et demande un châtiement implacable, pour les juges et les policiers qui ont pourchassé et jugé les patriotes (il dresse aussi une liste de traîtres de toutes professions qui ont aidé la police ou les Allemands). De même un châtiement rapide et exemplaire est exigé pour Pétain, Laval, Pucheu et «autres traîtres». Il promet aussi son appui aux Alliés dans le cas où ceux-ci ouvriraient un second front, permis par l'offensive soviétique, les opérations en Italie, les bombardements aériens, tout cela provoquant une crise importante dans «l'armée hitlérienne». Ce second front aurait aussi pour effet de libérer la population et de soulager ses misères et ses souffrances, «de hâter le retour des prisonniers de sauver la vie d'enfants anémiés par les privations, et que la tuberculose guette inexorablement».

La première page du numéro 12 (janvier-février 1944) est consacrée à un jeune héros, Gilbert Parisse, condamné à mort et fusillé par les Allemands. Au passage, «la presse boche dans ses éditions françaises» (comprendre *L'Écho*

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

du Nord et *Le Réveil du Nord*) est violemment dénoncée pour sa servilité à l'égard de l'occupant.

■ **Vaincre**

Vaincre se proclame «organe du Front national du Douésis et du Cambrésis». Il a été fondé par Suzanne Lanoy, assassinée par la Gestapo le 6 mars 1944. Il se veut mensuel, puisque le journal présente ses excuses à ses lecteurs pour n'être pas paru en juillet «par suite de difficultés techniques».

Suzanne Lanoy et son mari sont tous deux professeurs, lui de sciences naturelles, elle d'histoire. Dans *Vaincre*, ils publient la liste des séides de Doriot et de Déat à Douai. L'un des mis en cause devine le rôle des Lanoy. Le commissaire spécial de Douai et la Gestapo perquisitionnent chez les professeurs et découvrent dans un mur une cache contenant un poste radio, des notes d'écoutes, des rapports sur les sabotages, etc. Suzanne Lanoy a en effet créé une sorte d'«agence de presse» pour les journaux clandestins du Parti communiste et du Front national. Elle est aussi chargée de la rédaction d'articles pour *Le Patriote du Pas-de-Calais* et pour *La Pensée française*, en sus de *Vaincre*. Suzanne Leroy est arrêtée, le 2 mars 1944. Elle meurt sous la torture quatre jours plus tard, sans avoir parlé. Fort heureusement son mari, absent au moment de l'arrestation, sera prévenu à temps.

La médiathèque ne possède de *Vaincre* que le n° 12, daté d'août 1944. Le mot d'ordre, imprimé en gras, est clair : «Patriotes votre devoir est tout tracé, rejoindre immédiatement les rangs des Milices Patriotiques du Front National». Outre cet appel, on trouve en première page un article «Comment participer au combat». On rappelle que, malgré les demandes, il est impossible d'organiser des maquis dans la région. On précise ensuite que les F.T.P. sont des unités combattantes pratiquant la guérilla et le sabotage. Ceux qui veulent se battre et n'en font pas partie doivent rejoindre les «milices patriotiques des citoyens soldats», ce qui a un petit côté «1793». Le rôle des miliciens ? Se procurer des armes ; engager la lutte partout où c'est possible ; entraver la production au moyen de grèves, de sabotages ; pratiquer le sabotage : couper les fils électri-



Vaincre a été fondé par Suzanne Lanoy. (Collection de la médiathèque de Roubaix)

ques ou téléphoniques, détruire les machines, les aiguillages, abattre des arbres sur les routes, déboulonner les rails : en bref entraver la marche des Allemands par tous les moyens. Enfin, encadrés par les F.T.P., s'attaquer aux petits groupes ennemis pour s'emparer de l'armement, afin de se renforcer pour pouvoir ensuite se battre sur une grande échelle, et protéger la population des exactions probables. En page deux, on trouve un «communiqué du F.F.I. du Douésis», où sont énumérées des actions menées par les patriotes : attaque d'un poste de D.C.A. ; une péniche coulée, deux agents de la Gestapo abattus, fléchage routier détruit, etc. Puis vient un appel faisant le point sur la situation militaire, un appel aux officiers et sous-officiers lancé par le gouvernement provisoire. Enfin en dernière page un nouvel appel au sabotage, et des indications sur les victoires des F.F.I. en Rhône-Alpes ou en Auvergne. Le Front national n'oublie pas de se placer sous l'invocation du général De Gaulle : «La Libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale.» Il n'est pas sûr que ce mot d'ordre soit compris de la même façon par tous ! (voir infra). Qu'on est loin du gros titre du premier numéro de *L'Humanité* clandestine : «À bas la guerre impérialiste !»

■ **La Raison humaine**

La Raison humaine, publiée par un groupe d'instituteurs d'Arras dès l'automne 1940 devient par la suite *La Pensée libre*, puis *La Pensée française*. *Organe des enseignants du Front national*, ce dernier titre ayant connu deux séries. Participent à la rédaction de *La Raison humaine* le couple Suzanne et René Lanoy (Suzanne Lanoy en était la cheville ouvrière avant son arrestation), Roger Pannequin, Ali Landréa et Jacques Estager.

Ce dernier reproduit dans son ouvrage deux pages du numéro 2, nouvelle série de ce périodique, daté d'avril-mai 1944. On peut y lire un hommage à Suzanne Lanoy, arrêtée et assassinée en mars, un appel «Intellectuels ! Au combat, avec toutes vos armes» qui s'adresse en particulier aux officiers de réserve et aux médecins, dont les compétences sont nécessaires aux F.T.P., et à tous pour aider les réfractaires : «Chaque intellectuel peut et doit faire quelque chose.» On peut ensuite lire un article «à suivre» sur «L'Art et le National Socialisme», où Hitler est comparé à Louis II de Bavière, roi fou comme chacun sait.

■ **L'Artois en armes**

La une de *L'Artois en armes*. *Organe régional des milices patriotiques du Pas-de-Calais* d'août 1944 reproduit par Jacques Estager montre un développement de la ligne communiste. Après la mise sur pied des groupes combattants (F.T.P. et Francs-tireurs), c'est le peuple tout entier qui doit rejoindre les «milices patriotiques» : «La lutte armée contre l'envahisseur hitlérien doit de jour en jour aller en s'amplifiant, jusqu'à prendre la forme dans les heures décisives de l'Insurrection nationale d'un combat généralisé de toutes les forces de la Nation.» Peuvent rejoindre les «milices» toutes celles et tous ceux qui sont prêts à se battre. Les femmes doivent y être admises au titre de combattantes, et non cantonnées dans les ambulances et autres formations auxiliaires. Et le journal de se réclamer du général De Gaulle, en le citant : «Pour les fils de France, où qu'ils soient et quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent.»

Les journaux de la Résistance communiste et assimilée

■ Le Droit

La médiathèque possède aussi un numéro d'un journal intitulé *Le Droit*. *Le Journal du Nord et du Pas-de-Calais. Organe de la Résistance française* daté «2^e année, 14 juillet 1944». Imprimé recto-verso sur une feuille mesurant 430 × 255 mm, il comporte deux bandes de couleurs bleue et rouge, évoquant, avec le blanc du papier, le drapeau français.

Le fondateur et rédacteur de ce journal signe d'un numéro : 271 893 (je ne sais ce que ce nombre signifie). À droite du titre, dans un encadré, le journal proclame : «Citoyen : Je ne te demande pas ta croyance politique, ni ta religion, mais, es-tu Français ? Oui ? Alors sois des nôtres.» Remarquons que cette interrogation semble faire l'impasse sur les résistants étrangers, polonais en particulier, nombreux dans notre région. Puis on trouve cette affirmation, en caractères plus petits : «La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme.» Si l'on en croit Natalis Dumez⁸, ce journal aurait été fondé par Denis Reumont, un ancien de Voix du Nord, séparé du mouvement après les arrestations de 1943.

Ce périodique est daté du 14 juillet 1944. Amiens a été libéré le 31 août 1944, Arras et Lille le 3 septembre. *Le Droit* est donc bien un journal émanant de la Résistance, et, si l'on en croit l'encadré de première page, les premiers numéros datent de 1943. Mais il est ignoré du *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945)* dressé par R. et P. Roux-Fouillet, publié par la Bibliothèque nationale.

La première page de ce périodique qui en compte deux est occupée par une gravure du général De Gaulle, «Seul chef légitime de la France/Le plus grand des Français : Le général De Gaulle né à Lille le 22 novembre 1890.»

Au verso sont imprimés un discours du général du 6 juin 1944, et un appel du comité militaire national des F.T.P.F. (Francs-tireurs et partisans français), demandant à tous d'aider les partisans, et menaçant traîtres, dénonciateurs et pillards de la peine de mort. Puis vient une liste de souscripteurs (il est précisé que c'est une suite). Le tout est bien imprimé, sur trois colonnes.



Le Droit, probablement un organe du Front national. (Collection de la médiathèque de Roubaix)

La part belle est faite dans ce numéro du *Droit* au général De Gaulle. Mais ce dernier partage la vedette avec les F.T.P.F. L'une des deux illustrations se décline en trois bandeaux : en haut, la Bastille surmontée de la date 1789 (la France révolutionnaire) ; au milieu un bonnet phrygien barré par deux épées (ou deux baïonnettes) coiffant une svastika ; à droite et à gauche du bonnet, un casque allemand, au-dessous la date 1940-1944 (la France prisonnière) ; enfin, une croix de Lorraine brochant sur la date 1945 et le mot «Liberté» imprimés en très gros : «La France libérée.» Le deuxième dessin, surmontant l'appel F.T.P.F., représente un soldat allemand fuyant devant un faisceau de

drapeaux (américain, britannique et français), mais fuyant surtout devant un énorme poing brandissant un drapeau soviétique. Pour ceux qui ignoreraient la faucille et le marteau, l'acronyme U.R.S.S. est inscrit sur la manche d'où sort le poing.

Tout cela laisse supposer une origine proche du Front national pour ce périodique, bien que Jacques Estager ne cite pas, me semble-t-il, ce titre. Si c'est bien le cas, *Le Patriote du Pas-de-Calais*, édition de *Nord Libre*⁹ pour ce département, quotidien publié après la Libération d'Arras et portant le titre d'un journal clandestin de la Résistance, est aussi l'héritier du *Droit*, et de quelques autres.

■ D'autres titres...

Dans la page spéciale «30^e anniversaire» de *Liberté* du 5 septembre 1974, on trouve cité d'autres titres – et il n'est pas fait de distinction nette entre les périodiques émanant du Parti communiste, ceux édités par le Front national et les feuilles syndicales. Citons donc : *France d'abord*, *Le Jeune Réfractaire du Nord* (faut-il confondre ce titre avec *Le Réfractaire. Organe du Front national contre la déportation*, cité par J. Estager ?), *Patrie. Organe de la jeunesse patriotique de Carvin et des environs*, *La Tribune. Organe des Comités populaires des cheminots du Nord*, *L'Action douanière*, du Valenciennois, *Le Cheminot de Lille-Délivrance*, *L'Empoisonné* «édité par les ouvriers des usines chimiques de la région lilloise», *Ceux du textile*, d'Armentières-Houplines-Pérenchies, tous ces journaux figurant à cette date dans les archives de *Liberté*.

Bernard Grelle

1. Le Manner (Yves), «Éléments pour une histoire des socialistes du Nord-Pas-de-Calais pendant l'occupation», *Revue du Nord*, n° 2 spécial hors-série 1988, collection histoire, pp. 833-858.
2. Pour ce qui suit, voir : Estager (Jacques), *Amis entends-tu*, op.cit., 285 p., ill.
3. En gras dans le texte original.
4. Souligné par moi.
5. Médiathèque de Roubaix, p. 2.
6. Idem.
7. Cité par Estager, op. cit., p. 66.
8. Dumez (Natalis), *Le mensonge reculera*, Lille, Les Lumières de Lille, 2006, (réédition de l'édition de 1946), p. 17.
9. Voir ce titre infra.

La publication de notre rubrique «Bibliographie de la presse régionale» est reportée au prochain numéro. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

Mme Anne-Marie Hottiaux, veuve Reboux, directrice du Journal de Roubaix

Alfred Reboux avait épousé en premières noces le 8 janvier 1872, Zoélie Marie Julie Bonnavé, fille de marchands quincailliers roubaisiens. Elle connut les développements premiers du *Journal de Roubaix*. Quelque deux mois après leur mariage, son mari en était devenu propriétaire, à la suite de la retraite de Jean Reboux. Elle connut également la carrière politique de son mari, qui dura près de six années. Pendant ce temps, elle eut six enfants d'Alfred et en perdit trois autres à la naissance. Cette courageuse mère de famille ne semble pas avoir été associée à la marche du journal, mais cette fille de commerçants avait sans doute su se faire apprécier du personnel. Elle meurt brusquement le 21 juillet 1889 à l'âge de 40 ans.

En 1890, Alfred Reboux se remarie avec Anne Marie Hottiaux, veuve d'un premier mariage avec Charles Donaint. L'acte de mariage, daté du 16 octobre, indique qu'elle est professeur de français. C'est donc tout naturellement qu'elle contribue au *Journal de Roubaix* en mettant sa plume au service de petites chroniques qu'elle signait du pseudonyme de «Pervenche». «Tous nos lecteurs connaissent Pervenche pour avoir lu ses articles si finement écrits; elle y a traduit la dignité, la grandeur, la beauté du travail, elle s'est intéressée à toutes les œuvres de charité, au développement de toutes les sociétés de la région, au sort des humbles, à la situation sociale de l'ouvrière. Il n'est pas un de ses articles qui n'ait été rédigé dans un but humanitaire et social» pouvait-on lire dans le *Journal de Roubaix* du 12 août 1923.

Madame Alfred Reboux passera du rôle de discrète collaboratrice à celui de directrice de l'un des plus importants journaux de la région au décès de son mari. Veuve à 48 ans, elle poursuit l'œuvre entreprise par son défunt époux pendant près de trente ans. Elle s'affirme comme une directrice active et

vigilante, et le *Journal de Roubaix* poursuit sa carrière de grand quotidien régional catholique et patriote. En 1914, il tirait à 70000 exemplaires.

À l'arrivée des Allemands, de nouvelles rotatives venaient d'être installées dans des ateliers clairs, spacieux, munis du matériel de cliché et d'imprimerie le plus perfectionné¹. L'invasion allemande entraîne le silence forcé, et le pillage du matériel récemment acquis. En 1916, Madame Reboux passe en France libre et donne une série de deux cents conférences dans les plus grandes villes de la France libre. «Elle apparaissait comme la personnification de notre province infortunée et frémissante sous le joug. Il faut avoir entendu cette parole si simple et si émouvante soulever une assemblée, faire couler des larmes et tirer de l'âme humaine ce qu'elle a de meilleur pour comprendre le pouvoir souverain de son éloquence» écrit le *Monde Illustré*.

En 1918, cinq heures après le départ des Allemands, le *Journal de Roubaix* reparait avec des moyens de fortune. Dès 1919, le récit complet des quatre années d'occupation est édité comme un tragique feuilleton, d'abord dans les pages du quotidien, puis dans celles du *Dimanche du Journal de Roubaix*, un supplément hebdomadaire. Après l'Armistice, elle fonde l'Œuvre de la livre de laine dont l'appel est entendu dans toute la France, qui envoie des petits paquets de laine destinée à constituer des matelas. Toutes ces activités lui valent d'être élevée à la dignité de chevalier de la Légion d'honneur le 12 août 1928.

Directrice du *Journal de Roubaix* jusqu'à sa mort, en 1934, la question de sa succession ne fut pas simple. Marie Alfred Reboux Hottiaux avait perdu ses deux enfants: sa fille Anne Marie pendant l'occupation allemande, et son fils Jean victime d'une crise cardiaque à Tunis en 1928. Elle avait fondé tous ces espoirs sur ce fils, qui avait fait de brillantes études au collège Notre-Dame des Victoires à Roubaix. Son avenir



Madame Veuve Reboux Hottiaux, directrice et propriétaire du *Journal de Roubaix* de 1908 à 1934. (*Le Monde Illustré* de mars 1923).

semblait tout tracé, mais c'est au cours d'un voyage d'études à Tunis et à Carthage qu'il succombe à une crise cardiaque, âgé de 26 ans.

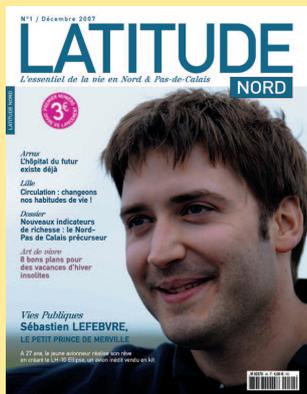
La mort qui a frappé cinq fois la famille Reboux en moins de dix ans, ne laisse donc pas de successeur potentiel à Madame Reboux, alors âgée de 67 ans. Elle tiendra cependant encore la barre six années durant, ce qui lui permettra de trouver en la personne de son petit-fils, Jacques Demey², le futur directeur du *Journal de Roubaix*.

Philippe Waret

1. Extrait du *Monde Illustré* de mars 1923.

2. Marie Alfred Reboux Hottiaux avait eu d'un précédent mariage avec M. Donaint une fille, qui épousa en secondes noces l'avocat Jean Duhamel, ayant elle-même eu un premier fils, Jacques Demey qui reprendra le *Journal de Roubaix*.

La vie des médias dans la région



Latitude Nord

La sortie en kiosques de *Latitude Nord*, un nouveau mensuel régional de presse payante, est une bonne nouvelle dans l'univers balisé de la presse écrite régionale. Depuis la disparition du *Magazine mensuel du Nord et du Pas-de-Calais* lancé en 1969 par Gustave Dubar et Patrick Calais, devenu par la suite *Nord Magazine*¹, aucun mensuel généraliste

payant d'informations n'avait vu le jour dans le Nord-Pas-de-Calais.

«On dit que la presse va mal mais c'est faux!», estime Hervé Battaire, ex-responsable de Carat Nord, une agence conseil en communication et médias, spécialisée dans l'achat d'espaces publicitaires. Actionnaire majoritaire de *Latitude Nord*, une société de presse au capital de 128 K €, il existe, selon ce chef d'entreprise de 45 ans, une place pour un mensuel régional qui donne une vision optimiste et positive de la vie du Nord-Pas-de-Calais.

La formule de *Latitude Nord* s'inscrit dans le traitement d'une «information plus mesurée, plus concrète, plus proche et représentative de la vie réelle» de la région.

Le titre se situe dans la lignée d'un nouveau type de presse apparu en région au cours des dernières années: *Modergnat en Auvergne*, *Normandie Magazine*, *Le Breton* ou *Lyon-Mag*.

Le mensuel sous-titré «L'essentiel de la vie en Nord-Pas-de-Calais» veut porter un autre regard sur ceux qui font l'actualité et tirent la région vers le haut. Il ne traitera pas de «sujets racoleurs, artificiels et abaisants», selon la charte rédigée par la publication.

Le magazine se présente en deux grandes parties: faits de société qui permettent de comprendre la région, et art de vivre (culture, sorties, etc.). *Latitude Nord* vise à rapporter dans ses pages tout ce qu'il faut savoir sur la région dans les domaines aussi variés que la politique, l'urbanisme ou les loisirs.

Pour réaliser ce mensuel de 100 pages quadri au format 23 x 30, dont 20 pages de publicité annoncées en rythme de croisière, *Latitude Nord* s'appuie sur une équipe de six salariés dont trois journalistes assistés d'une quinzaine de pigistes.

Le mensuel a publié son premier numéro le 28 novembre 2007. Le prix de lancement avait été fixé à 3 €, il sera ensuite vendu 4 €. D'ici deux ans, l'objectif est de réunir chaque mois 20 000 lecteurs autour du titre distribué par 500 points de vente du réseau régional des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et sur abonnement. *Latitude Nord* développe également son concept sur l'internet en faisant appel aux internautes pour enrichir et développer l'information sur la région.

Frédéric Lépinay

www.latitudenord.fr

1. Gustave Dubar est le fils de Jean Dubar, patron du *Grand Écho du Nord de la France*, journal supprimé à la Libération pour collaboration. Il a dirigé une imprimerie à La Madeleine où était imprimé le *Nord Magazine* dirigé par Patrick Calais. Cet ancien cadre des Houillères deviendra ensuite en 1982 directeur de la communication du conseil régional.

2. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pu consulter le sommaire du premier numéro.



Entreprises & Management

La presse gratuite d'informations est un secteur en phase de construction dans notre région. Depuis le lancement il y a trois ans des quotidiens *20 Minutes*, *Méto*, puis de *Lille Plus* (groupe Voix du Nord), ce domaine de presse, très actif mais peu rentable, s'est renforcé d'un nouveau titre mensuel spécialisé¹.

Entreprises & Management, sous-titré «le premier mensuel régional gratuit 100 % économie», est édité à 60 000 exemplaires par le groupe de presse gratuite Visite Editions². Un peu plus de la moitié de ce tirage est diffusée sur la métropole lilloise dans des présentoirs implantés dans des grandes écoles, des entreprises, des cabinets d'avocats et des lieux de sorties, selon le groupe. L'autre partie des exemplaires touche plusieurs grandes villes de la région dont Valenciennes et Maubeuge.

La ligne éditoriale d'*Entreprises & Management* s'inspire des bonnes recettes du mensuel *Capital* (groupe Prisma), titre d'où est d'ailleurs issu le rédacteur en chef. Le magazine gratuit entend ainsi décrypter et rendre accessible l'économie régionale à un lectorat non spécialisé. «Notre ambition est de rendre attrayant des sujets considérés comme rébarbatifs, d'expliquer et d'éclairer. Mais nous ne nous interdisons pas l'enquête et la critique», explique Stéphane Barge. «Il n'y a pas de sujet téléguidé dans nos pages», insiste le rédacteur en chef d'*Entreprises & Management*, soucieux de son indépendance rédactionnelle. La publicité ne devrait pas dépasser un tiers de la pagination.

Le sommaire de ce journal quadri et de format 21 x 27, qui compte actuellement 52 pages, propose des interviews, des reportages, des dossiers, des portraits, des tests consommation ou des présentations de produits, selon quatre séquences (économie, management, perso et carnets de l'immobilier). D'une lecture tonique, il dépoussière le mode de traitement de l'information économique dans la région. La rédaction, renforcée d'une dizaine de pigistes, a recruté deux journalistes dont un ex-rédacteur de *L'Usine nouvelle*.

Frédéric Lépinay

www.visite-editions.com

1. *Sprint*, un mensuel dédié aux sports et aux loisirs sportifs, fondé en 2004, ne décolle pas faute d'un marché publicitaire fort. *Let's Motiv*, un gratuit culturel au format de poche, lancé en 2005, trouve apparemment sa place.

2. Ce groupe, basé depuis peu à Roubaix, avait lancé un premier mensuel en 1995 *Visite Immo*, titre pionnier de la presse gratuite d'annonces immobilières dans le Nord-Pas-de-Calais. Journal d'annonces, bien conçu et rentable, ce titre, devenu bimensuel, a permis à ses créateurs, réunis au sein de l'agence Météve communication, de développer une stratégie de publications orientée vers la presse d'informations. Visite Editions publie également depuis octobre 2004 *Visite Déco*, un mensuel spécialisé dans la décoration.

l'abeille Revue publiée par la Société des Amis de Panckoucke 13, rue du Château 59100 Roubaix ■ ISSN: 1959-0245 ■ Ont participé à ce numéro: Bernard Grelle, Frédéric Lépinay, Philippe Marchand, Jean-Paul Visse et Philippe Waret ■ Maquette: Triangle Bleu ■ Abonnements (3 numéros): 10 € ■ Vente sur demande à la Société des Amis de Panckoucke ■ Avertissement: les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs ■ L'ensemble doit être adressé à l'adresse électronique suivante: labelle5962@wanadoo.fr ■ Les photos qui accompagnent les textes doivent être libres de droit.